

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/49/Suppl.8
20 août 2002

(02-4502)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

MESURE DE SAUVEGARDE PROVISOIRE IMPOSÉE PAR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE SUR CERTAINS PRODUITS EN ACIER

Demande de nouvelles consultations au titre de l'article 12:4 de l'Accord sur
les sauvegardes concernant les mesures de sauvegarde provisoires
imposées par la Chine sur certains produits en acier

JAPON

Supplément

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 16 août 2002.

Le 24 juin 2002, le gouvernement japonais a tenu des consultations avec la Chine conformément au paragraphe 4 de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes, concernant les mesures de sauvegarde provisoires imposées par la Chine sur certains produits en acier.

Bien que ces consultations aient été constructives et que le gouvernement japonais ait par la suite reçu de la Chine des renseignements additionnels, il estime que des consultations supplémentaires sont nécessaires afin d'aborder les questions en suspens.

Par conséquent, d'ordre des autorités de mon pays, je souhaite transmettre la demande du gouvernement japonais de nouvelles consultations avec la Chine conformément au paragraphe 4 de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes. Le gouvernement japonais espère tenir ces consultations à une date mutuellement acceptable entre le 9 et le 13 septembre.

Le gouvernement japonais réserve tous ses droits au titre de l'Accord sur l'OMC.

J'attends votre réponse à la présente demande et souhaite qu'une date et un lieu puissent être fixés pour les consultations.
